

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 23/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAC Ottmarsheim**

10 RUE LAVOISIER  
BP 1207  
68000 Colmar

Références : 0006700481\_2026-03-23\_CAC-Ottmarsheim\_VIIC\_AN26\_ATEX  
Code AIOT : 0006700481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement CAC Ottmarsheim implanté RD 52 PORT RHENAN 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Action nationale 2026 "Risques ATEX":**

- Des accidents industriels aux conséquences importantes, tels que ceux survenus dans des silos, raffineries, ou usines chimiques peuvent avoir pour origine une mauvaise identification ou une mauvaise gestion des zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (zones ATEX). Les environnements ATEX peuvent être à l'origine d'explosions, d'incendies souvent aux conséquences graves s'ils ne sont pas correctement maîtrisés. Cette action nationale a pour objectif de vérifier que l'exploitant met en œuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir ces risques.

#### Référentiels utilisés :

- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables;
- Arrêté préfectoral n°2014035-0012 du 12 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires à la société CAC Ottmarsheim

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAC Ottmarsheim
- RD 52 PORT RHENAN 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CAC exploite sur son site de Ottmarsheim, un ensemble d'installations composées de silos à céréales, de séchoirs, de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des risques d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Rapport annuel de conformité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système d'aspiration	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article 11	Sans objet
4	Asservissement entre installation de manutention et système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non conformité :

- **Point de contrôle n° 3** : les rapports portant sur les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds, ainsi que celui relatif à la conformité des installations électriques et des équipements, ne respectent pas l'ensemble des exigences réglementaires.

S'agissant d'une non conformité documentaire, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peut être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

Par ailleurs, **le point de contrôle n° 2** fait l'objet d'une demande de justificatifs, il appartient à

l'exploitant de transmettre sous 6 mois les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Système d'aspiration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article 11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Système d'aspiration
<b>Prescription contrôlée :</b>  " Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes d'aspiration [...] L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]. "
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection son programme d'entretien et de contrôle des systèmes d'aspiration.  Après analyse, l'Inspection constate que ce programme est structuré et liste les différentes opérations d'entretien et de maintenance préventive réalisées sur l'installation. Il mentionne pour chaque partie des systèmes d'aspiration (réseau d'aspiration, filtres, système de dé-colmatage, écluse ...) : <ul style="list-style-type: none"><li>• les opérations à réaliser (ex. État des pales, vidange réducteur, contrôle du temps de décolmatage ...) ;</li><li>• le type de contrôle réalisé (mesure, calcul, visuel ...) ;</li><li>• la fréquence de réalisation (1 à 5 ans) ;</li><li>• le personnel en charge de l'action (exploitant, service maintenance ou prestataire externe).</li></ul> L'exploitant a par ailleurs transmis les fiches « santé » de ces différents systèmes d'aspiration, établies au cours des 2 dernières années. Celles-ci font apparaître pour chaque aspirateur, la date de l'opération, l'intervenant, les dispositifs contrôlés ainsi que les opérations de maintenance curatives ou préventives réalisées.  Concernant le contrôle de l'efficacité des systèmes d'aspiration, l'exploitant a transmis à l'Inspection, les derniers résultats des contrôles bisannuels (conformément au programme précité), réalisés entre le 16 et le 18 juin 2025 par un prestataire externe.  Au cours de ce contrôle, les pressions côté air propre et côté air sale des filtres ont été mesurées, ainsi que les pressions amont et aval des ventilateurs, la pression d'air comprimé dans le dé-colmatage et le débit d'air.  Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention des risques d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Conformité des appareils en zone à risque d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion [...], sans préjudice des dispositions du code du travail. [...] »
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du présent contrôle, l'Inspection a vérifié la mise en œuvre des mesures de prévention destinées à réduire les risques d'explosion liés à la présence d'atmosphères explosibles sous forme de nuages de poussières combustibles.  Au regard du « Guide de l'état de l'art sur les silos » dans sa version 3, établi en 2008 par le Ministère de l'écologie, de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire, la prescription ciblée, pose une obligation générale de résultat et vise à limiter les sources d'inflammation actives internes aux appareils et installations situés en zone à risque d'explosion.  L'objectif de ce point de contrôle est ainsi de démontrer que les matériels et équipements électriques et non électriques, installés dans des zones à risque potentiel d'explosion, ne constituent pas une source d'inflammation active en fonctionnement normal ou dégradé.  A ce titre, l'Inspection s'est attachée à contrôler les matériels et équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le système d'aspiration « Aspi 2 » dont l'intérieur des conduits et le filtre à poussières sont zonés ATEX (20) ;</li><li>• la balance de circuit « Bal » située en zone ATEX (21) ;</li><li>• le transporteur à bande « TP1 » pour lequel seules l'alimentation et la jetée sont classées en zone ATEX (21).</li></ul> Après échange avec l'exploitant, l'Inspection constate que ces appareils et équipements ont été mis en service avant le 1er juillet 2003, ne sont ainsi pas soumis à l'obligation de marquage ATEX prévue par les articles R.557-7-1 à R.557-7-7 du Code de l'environnement.  Au regard du guide silo, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 suivantes permettent de répondre à un objectif de prévention contre l'apparition de source d'inflammation, tant en fonctionnement normal que dégradé : <ul style="list-style-type: none"><li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96- 1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;</li><li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes «protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li></ul>

Au cours de la visite, l'Inspection a constaté que ces matériels ne disposent pas de marquage de catégorie pour le groupe d'appareils II, ni d'indice de protection IP 5X.

Le guide silo mentionne également que certaines mesures de sécurité proposées dans le cadre de la protection des travailleurs peuvent constituer des mesures de maîtrise des risques d'accidents pouvant avoir des conséquences sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement mais qu'une démonstration est nécessaire.

Suite au contrôle, l'exploitant a transmis des éléments visant à justifier la conformité de certains équipements (exemple : déclaration de conformité ATEX des écluses rotatives, notices des aspirateurs « ASP2 »).

L'Inspection constate toutefois que certains de ces éléments ne permettent pas de justifier la conformité des équipements et qu'en l'absence d'une liste exhaustive des matériels électriques et non électriques situés dans des zones où ont été identifiés des risques d'explosions, l'exploitant ne peut pas justifier des mesures de prévention prises au niveau de chacun de ces matériels afin de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion.

En l'absence de ces éléments (tels que documentation technique, analyse des sources potentielles d'inflammation, justificatifs de conformité ou démonstration de maîtrise des risques), l'Inspection n'est pas en mesure de conclure quant au respect de la prescription contrôlée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de répondre aux exigences de la prescription visée et de garantir la maîtrise des sources d'inflammation au sein des zones à risques d'explosions, l'exploitant doit engager une démarche de justification technique structurée. L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection, sous 6 mois :

- un inventaire exhaustif des matériels électriques et non-électriques situés dans les zones à risque d'explosion (20, 21 ou 22) identifiées dans le DRPCE ;
- pour chacun de ces équipements, les éléments justifiant de leur adéquation aux risques d'explosions présents :
  - pour les matériels mis en service après le 1<sup>er</sup> juillet 2003 : déclaration de conformité CE et ATEX ;
  - pour le matériel mis en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 : éléments justifiant la maîtrise des risques au regard du risque d'explosion. À ce titre, le chapitre 2.2.1 de l'annexe D du guide Silo de 2008 fournit des éléments permettant de répondre à cette attente.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Rapport annuel de conformité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Rapport annuel de conformité

**Prescription contrôlée :**

" [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport

annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...]"

#### **Constats :**

En amont du présent contrôle, l'exploitant a transmis son dernier rapport annuel établi par un organisme compétent (accréditation COFRAC dans les domaines ICPE et de la vérification des installations électriques) dans le cadre de la présente prescription, daté du 10 décembre 2025 et intitulé « Vérification des installations électriques dans le cadre des rubriques ICPE 2160A-E et D ».

En introduction du présent point de contrôle, l'Inspection signale à l'exploitant une incohérence de versions entre la version du DRPCE transmis en phase de préparation du contrôle (version du 25 mars 2025) et la référence mentionnée par le prestataire en charge du rapport (version du 25 novembre 2016).

#### **Mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds**

L'Inspection constate que le rapport transmis fait bien état des avis de l'organisme de contrôle sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds (continuité des mises à la terre et des liaisons équipotentielle, continuité du conducteur de protection des équipements électriques, liaisons équipotentielles des éléments métalliques).

#### **Conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004**

Dans le cadre du présent contrôle, l'Inspection s'est limité aux installations et matériels situés en zone à risque d'explosions.

##### Conformité des installations électriques en zone à risque d'explosions

Si l'organisme en charge du contrôle conclut à l'absence d'écart concernant les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosions, il est constaté que son rapport :

- ne comporte pas une liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions ;
- ne comporte pas d'éléments justifiant de la conformité de l'ensemble des installations électriques situées en zone à risque d'explosion.

##### Conformité des installations non électriques en zone à risque d'explosions

L'Inspection constate que le rapport présenté ne prend pas en compte la conformité des matériels non-électriques présents en zone à risque d'explosion. Ces équipements, susceptibles de constituer des sources d'inflammation, comprennent notamment les équipements mécaniques ainsi que les organes en mouvement pouvant être à l'origine d'échauffements ou de frottements.

Au regard de :

- l'incohérence de version entre le DRPCE actuel et celui pris en compte par le bureau de contrôle dans le cadre de l'élaboration du rapport annuel ;

- l'absence d'une liste exhaustive du matériel présent en zone à risque d'explosions ;
- l'absence de vérification de la conformité des équipements non électriques situés en zone à risque d'explosions.

l'Inspection considère que le rapport annuel transmis par l'exploitant ne répond pas pleinement aux exigences de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Asservissement entre installation de manutention et système d'aspiration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Asservissement entre installation de manutention et système d'aspiration

##### **Prescription contrôlée :**

« [...] Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...] »

##### **Constats :**

Le contrôle de la présente prescription a été réalisé depuis le bureau des opérations du silo, bureau équipé d'un écran de conduite permettant de piloter et superviser l'ensemble du processus de manutention, de séchage et de stockage des céréales.

Cette interface graphique est connectée à un automate industriel permettant d'envoyer des signaux et de recevoir des informations des divers équipements de l'installation (manutention, stockage, aspirateurs ...).

Lors d'une opération de transfert de céréales, l'opérateur renseigne les identifiants uniques des stockage d'origine et de destination. L'automate définit en réponse, le cheminement idéal du grain à travers les différents appareils de manutention (élévateurs, transporteurs à bande ou à chaîne, vis d'Archimède ...) ainsi que les identifiants du ou des aspirateurs concernés par cet itinéraire.

Ces différents éléments sont alors mis en surbrillance sur le synoptique.

Après démarrage de l'opération de transfert, l'opérateur peut visualiser en temps réel, l'état de fonctionnement de chaque équipement, une information numérique sur son état de charge ainsi que les éventuels défauts de fonctionnement.

Le test visant à contrôler le double asservissement entre les équipements de manutention et le système d'aspiration a initialement été réalisé à la demande de l'Inspection sur le transfert de la fosse n° 2 au stockage TE9, mobilisant le système d'aspiration ASP 5.

Dans un premier temps, l'exploitant a coupé l'alimentation électrique du système d'aspiration ASP5. L'Inspection a alors constaté l'apparition sur l'écran de supervision, d'un défaut sur le système d'aspiration ASP5. Dans cet état, l'exploitant a essayé, sans succès, de démarrer le chemin



de transfert.

Après remise en route de l'alimentation de ASP5, l'Inspection constate que le transfert peut être réalisé.

A la demande de l'Inspection, l'alimentation de ASP5 a de nouveau été coupée alors que le transfert était en cours. l'Inspection a alors constaté sur l'écran de pilotage, la coupure de l'alimentation de ASP5 puis l'arrêt après une temporisation, de l'ensemble des matériels de manutention mis en œuvre pour réaliser le transfert.

L'Inspection a également constaté le double asservissement entre les éléments de manutention et le système d'aspiration sur le chemin allant de la fosse 2 au boisseau E2 et mobilisant le système d'aspiration ASP3.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite